

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Lot 01 : Marché de mandat pour l'opération Briffaut Commun CPER XV
Lot 02 : Marché de mandat pour l'opération Jean Roget CPER XV

Université Grenoble Alpes
DGD PAT
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

Consultation : 25PIA046

SOMMAIRE



ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT	3
ARTICLE 2 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	3
ARTICLE 3 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	3
ARTICLE 4 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE	4
ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE.....	4
ARTICLE 6 – MISE A DISPOSITION DES LIEUX	4
ARTICLE 7 – CONDITIONS D’EXECUTION ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE	5
ARTICLE 8 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE.....	5
ARTICLE 9 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE REALISATION DE L'OUVRAGE	6
ARTICLE 10 - ASSURANCES.....	6
ARTICLE 11 : PASSATION DES MARCHES	6
ARTICLE 12 - AVANT-PROJETS ET PROJET.....	7
ARTICLE 13 - SUIVI DE LA REALISATION	7
ARTICLE 14 - RECEPTION DE L'OUVRAGE ; PRISE DE POSSESSION.....	8
ARTICLE 15 - DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE.....	8
ARTICLE 16 - REMUNERATION DU MANDATAIRE, AVANCE.....	9
ARTICLE 17 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE.....	9
ARTICLE 18 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE.....	9
ARTICLE 19 - ACTIONS EN JUSTICE.....	10
ARTICLE 20 - SUIVI TECHNIQUE PAR L’UNIVERSITE	10
ARTICLE 21 - SUIVI COMPTABLE ET FINANCIER PAR L’UNIVERSITE ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES.....	10
ARTICLE 22 – ARRET DES PRESTATIONS ET RESILIATION.....	11
ARTICLE 23 - PENALITES	12
ARTICLE 24 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE.....	12
ARTICLE 25 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	13
ARTICLE 26 - LITIGES.....	13
ARTICLE 27 – DEROGATIONS.....	13
ANNEXES.....	13

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

L'UGA demande au mandataire du lot 1 de faire réaliser, en son nom et pour son compte et sous son contrôle l'opération Briffaut Commun CPER XV.

L'UGA demande au mandataire du lot 2 de faire réaliser, en son nom et pour son compte et sous son contrôle l'opération Jean Roget CPER XV.

Ces opérations sont décrites dans les documents annexés au présent CCP.

L'UGA s'est d'ores et déjà assurée de la faisabilité et de l'opportunité des opérations à travers la réalisation d'études préalables.

L'UGA donne à cet effet mandat de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions de la maîtrise d'ouvrage définies à l'article 5 ci-après.

Ces ouvrages devront respecter les enveloppes financières prévisionnelles confiées suivantes :

Lot 1 : Opération Briffaut Commun CPER XV Enveloppe financière prévisionnelle confiée :	11 340 000 € TTC TDC
Lot 2 : Opération Jean Roget CPER XV Enveloppe financière prévisionnelle confiée :	11 020 000 € TTC TDC

, étant entendu que ces éléments pourront être éventuellement précisés ou modifiés comme il est dit ci-après à l'article 4.

L'enveloppe financière confiée au mandataire comprend tous les coûts nécessaires à la réalisation de l'opération, à l'exception du coût du mandat, et notamment :

- Frais d'études: diagnostics, géomètre, géotechniciens, PEMD etc
- Missions de contrôle technique, coordination SPS, OPC, autres AMO spécifiques,
- Frais d'assurances (DO et TRC)
- Coûts de MOE et de réalisation des travaux,
- Actualisation et révisions de prix,
- Frais de procédure, d'huissier, de publication, primes aux candidats non retenus,
- Aléas et imprévus,
- Frais de raccordement,
- TVA, taxe d'aménagement, autres éventuelles taxes liées à l'acte de construire,
- Frais liés à la mise en œuvre du 1% artistique le cas échéant,
- Etc.

Il est toutefois d'ores et déjà précisé que l'Université pourra mettre un terme à la mission du mandataire et qu'elle se réserve le droit de renoncer à la réalisation de l'ouvrage, ainsi qu'il est dit à l'article 22.

ARTICLE 2 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG- PI.

ARTICLE 3 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir

ARTICLE 4 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes

Comme le prévoit l'article 8, le mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle par ses cocontractants.

Le mandataire représentera l'Université pour s'assurer du respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

Par ailleurs, il ne saurait prendre, sans l'accord de l'Université, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer l'Université des conséquences financières de toute décision de modification du programme que celle-ci prendrait. Cependant, il peut et même doit alerter l'Université au cours de sa mission sur la nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée à l'Université notamment aux stades suivants :

- signature des marchés après consultation : article 11.
- approbation des avant-projets : article 12.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

5.1 - Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de la notification du marché par le titulaire.

5.2 - Durée

Sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 22, le présent mandat expirera à l'achèvement de la mission du mandataire qui interviendra à la plus tardive des dates entre l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, la reprise de tous les désordres couverts par cette garantie, la levée de la dernière réserve émise lors de la réception des travaux, le solde financier de l'ensemble des marchés gérés par le mandataire ou la libération de l'ensemble des sûretés financières associés aux dits marchés.

Pour le lot 1 « Briffaut commun CPER XV » : La durée prévisionnelle de l'opération, y compris délai de parfait achèvement de 12 mois, est de 51 mois, sur la base d'une hypothèse d'une durée des travaux de 14 mois (à confirmer par le mandataire).

Pour le lot 2 « Jean Roget CPER XV » : La durée prévisionnelle de l'opération, y compris délai de parfait achèvement de 12 mois, est de 51 mois, sur la base d'une hypothèse d'une durée des travaux de 16 mois (à confirmer par le mandataire).

Le mandataire mettra tout en œuvre pour respecter le planning prévisionnel figurant dans la note de cadrage.

Le mandataire remettra à la fin de ses missions l'ensemble des dossiers afférents à cette opération.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 6 – MISE A DISPOSITION DES LIEUX

L'Université dispose de droits compatibles avec la réalisation de l'opération à travers une convention d'utilisation avec l'Etat (propriétaire) ; elle met à la disposition du mandataire les lieux concernés dès que le contrat de mandat sera exécutoire.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Attributions du mandataire

Conformément aux dispositions du code de la commande publique en vigueur et notamment de l'article L 2422-6, l'Université donne mandat au mandataire pour exercer notamment, en son nom et pour son compte, les attributions suivantes :

- l'assistance et conseil dans la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté,
- la préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution
- l'approbation des études d'avant-projet et des études de projets du maître d'œuvre
- la préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux, ainsi que le suivi de leur exécution
- La préparation, signature et suivi des contrats de contrôle technique et de coordination santé et sécurité, et de tout autre marché de prestations intellectuelles ou de fournitures qui s'avèrerait nécessaire à l'opération,
- le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics de travaux et plus généralement de toutes les sommes dues à des tiers au titre des marchés gérés pour l'opération,
- le suivi de la conception et de la réalisation sur les plans technique, financier et administratif,
- La réception des travaux, suivi de la levée des réserves et de la garantie de parfait achèvement,
- Actions en justice et d'une manière générale l'accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

Le détail des tâches résultant de ces attributions est défini dans l'annexe 1 au CCP.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Le mandataire (personne responsable de l'exécution de la mission) et son éventuel suppléant seront nommément indiqués dans le mémoire technique. Tout changement d'équipe devra être soumise à la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire envoie au maître d'ouvrage au minimum 1 mois avant modification d'équipe une demande de modification comportant les éléments suivants :

- Motif de la demande de changement,
- Nom et qualité du remplaçant pressenti,
- CV du remplaçant pressenti avec formation et liste de références,
- Le maître d'ouvrage peut refuser le remplaçant pressenti si celui-ci ne répond pas aux attentes, critères de jugement identiques à la consultation initiale.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 8 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE

Le mandataire doit exécuter personnellement sa mission et dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission, le mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de mandataire de l'Université.

Il est précisé que les attributions confiées au mandataire constituent une partie des attributions du maître de l'ouvrage. En conséquence, la mission du mandataire ne constitue pas, même partiellement, une mission de maîtrise d'œuvre, laquelle est assurée par l'architecte, le bureau d'études et/ou l'économiste de la construction, qui en assument toutes les attributions et responsabilités.

ARTICLE 9 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE REALISATION DE L'OUVRAGE

Le mandataire est soumis à l'obligation d'exécution personnelle du contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le mandataire représentera l'Université pour s'assurer du respect du programme, du calendrier d'exécution contractuel de l'opération et appliquera toutes les obligations qui s'imposent à l'Université comme si ce dernier agissait lui-même (par exemple, pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer dans la limite de sa mission les règles du code de la commande publique et toutes autres règles qui s'imposent à l'Université).

Il mandataire préparera, au nom et pour le compte de l'Université, les dossiers de demandes d'autorisations administratives nécessaires, les signera et en assurera le suivi.

Il est chargé dans les délais légaux des situations des marchés définis dans ses missions à l'annexe 1 du CCP.

Dans tous les cas, la rémunération devra être fixée de façon à préserver au maximum les intérêts de l'Université mandante.

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont prises en compte dans le bilan de l'opération.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit aussi fournir ces attestations à chaque date anniversaire du marché.

10.1 - Assurance responsabilité civile professionnelle

Le mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle.

10.2 Assurance responsabilité civile décennale "constructeur non réalisateur" (CNR)

Le mandataire s'engage à souscrire, au cas où il en aurait l'obligation conformément aux articles L 241-1 et L 241-2 du Code des Assurances, une police de responsabilité décennale "constructeur non réalisateur".

ARTICLE 11 : PASSATION DES MARCHES

Les dispositions du Code de la Commande Publique applicables à l'Université sont applicables au mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés.

Les contrats devront indiquer que le mandataire agit au nom et pour le compte du mandant.

Le choix des titulaires des contrats à passer par le mandataire doit être approuvé par le maître d'ouvrage. Cette approbation devra faire l'objet d'une décision écrite du maître d'ouvrage dans le délai maximum de 15 jours suivant la proposition motivée du mandataire.

11.1 Incidence financière du choix des co-contractants

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le mandataire devra en avertir l'Université dans les conditions définies à l'article 4 ci-dessus. L'accord de l'Université pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe. Le mandataire devra mettre en œuvre tous les moyens possibles pour respecter l'enveloppe financière (négociation si elle autorisée, reprise de l'analyse, relance de la consultation...)

11.2 Rôle du mandataire

Le mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre, en enregistrera le contenu et préparera les renseignements relatifs aux candidatures en vue de l'établissement du rapport d'analyse.

S'il le juge utile, le mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes.

Il proposera, le cas échéant la composition du jury ou de la commission technique.

Il procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera en tant que de besoin les avis d'attribution.

11.3 Signature du marché

Le mandataire procédera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, après accord de l'Université et dans le respect des délais réglementaires liés à l'information des candidats non retenus.

Les contrats devront indiquer que le mandataire agit au nom et pour le compte du mandant. Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie à l'Université.

ARTICLE 12 - AVANT-PROJETS ET PROJET

Le mandataire devra, avant d'approuver les avant-projets et le projet, obtenir l'accord de l'Université.

Le mandataire transmettra à l'Université, avec les avant-projets, une note détaillée et motivée permettant à cette dernière d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés. S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, après avoir demandé aux entreprises chargées de la réalisation du projet de rechercher des solutions pour respecter le programme, le mandataire pourra le cas échéant alerter l'Université sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Le mandataire sera alors force de proposition sur ces modalités précises de modifications permettant de respecter l'enveloppe financière, ou sur la conduite à tenir vis-à-vis des titulaires des marchés de travaux.

ARTICLE 13 - SUIVI DE LA REALISATION

13.1- Gestion des marchés

Le mandataire assurera, dans le respect des dispositions visées à l'article 4 ci-dessus, la gestion des marchés au nom et pour le compte de l'Université dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique, de manière à garantir les intérêts de l'Université.

A cette fin, notamment :

- Il délivrera les ordres de service ayant des conséquences financières.
- Il vérifiera les demandes d'acompte et les situations de travaux.
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il statuera sur les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats.
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

Le détail des tâches figure dans l'annexe 1 au CCP.

13.2- Suivi des travaux

Le mandataire représentera l'Université dans toutes réunions, visites, réunions de chantier ... relatives au suivi des travaux. Il veillera à ce que la coordination des entreprises et techniciens aboutisse à la réalisation de l'ouvrage dans le respect des délais, de la qualité des prestations et des marchés et signalera à l'Université les anomalies qui pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des intervenants, des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera et en cas de besoin, sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

ARTICLE 14 - RECEPTION DE L'OUVRAGE ; PRISE DE POSSESSION

Après achèvement des travaux, il sera procédé, à l'initiative du mandataire, en présence des représentants de l'Université, ou ceux-ci dûment convoqués par le mandataire, aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41-2 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux de 2021, le mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront l'Université, le mandataire lui-même, et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à un compte rendu et qui reprendra les observations de l'Université.

Le mandataire ne pourra notifier la décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de l'Université sur le projet de décision. L'Université s'engage à faire part de son accord dans un délai compatible avec celui fixé à l'article 41-3 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux, inférieur à 2 semaines.

En cas de réserves lors de la réception, le mandataire invite l'Université aux visites de constat de levée de celles-ci.

L'Université, propriétaire de l'ouvrage au fur et à mesure de sa réalisation, en prendra possession dès la réception prononcée par le mandataire (ou des différentes réceptions partielles en cas de livraison échelonnée). A compter de cette date, elle fera son affaire de l'entretien des ouvrages.

ARTICLE 15 - DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant des dépenses à engager par le mandataire est provisoirement calé sur le montant défini à l'article 1 ; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le mandataire pour la réalisation de l'ouvrage.

Ces dépenses comprennent notamment :

1. les études techniques ;
2. le coût des travaux de construction de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues aux titulaires des marchés de travaux à quelque titre que ce soit ;
3. les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération ;
4. le coût du contrôle technique et de toutes les polices dont le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité du mandataire ;
5. les charges financières que le mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 17 ci-après ;
6. et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, frais d'huissier de justice, frais de raccordement, frais participation équipements publics, les éventuels frais d'instance, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que le mandataire aurait supportés et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.

Ces dépenses n'intègrent pas la rémunération de la mission du mandataire, prise en charge directement par l'Université.

ARTICLE 16 - REMUNERATION DU MANDATAIRE, AVANCE

Le montant de la rémunération et ses modalités de paiement sont déterminés à l'acte d'engagement. Il en est de même du montant et des modalités de versement de l'avance.

ARTICLE 17 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

17.1-L'Université supportera seule la charge des dépenses engagées par le mandataire, telles que déterminées à l'article 15 ci-dessus.

17.2- L'Université avancera au mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer pour le compte de l'Université dans les conditions définies ci-après.

L'Université s'oblige à mettre à la disposition du mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, elle versera dans les trente jours suivant la demande justifiée par le mandataire, une avance permettant de faire face aux dépenses prévisionnelles des 6 mois à venir, en tenant compte pour chaque demande du solde des dépenses effectives et des avances précédentes perçues.

En cas d'insuffisance de ces avances, le mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

En aucun cas le mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou d'autres tiers du fait notamment du retard de l'Université à verser les avances nécessaires aux règlements.

Les demandes d'avance doivent parvenir à l'Université 1 mois avant insuffisance des fonds confiés au mandataire.

ARTICLE 18 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE

18.1- Sur le plan technique

Sur le plan technique, le mandataire assurera sa mission jusqu'à l'expiration du délai initial de la garantie de parfait achèvement en tenant compte de la prolongation éventuelle de ce délai.

Toutefois, au cas où des réserves auraient été faites à la réception ou des désordres dénoncés pendant la période de parfait achèvement visée à l'article 5.2, il appartiendra au mandataire de suivre la levée de ces réserves ou la réparation des désordres jusqu'à l'expiration de la période de parfait achèvement. Le mandataire adressera à l'Université copie du procès-verbal de levée des réserves ou désordres.

A l'issue de cette période de parfait achèvement, le mandataire demandera à l'Université le constat de l'achèvement de sa mission technique. L'Université notifiera au mandataire son acceptation de l'achèvement dans le délai d'un mois. A défaut de réponse, cette acceptation sera réputée refusée par l'Université à l'issue de ce délai.

18.2- Sur le plan financier

18-2.1- Reddition des comptes de l'opération

L'acceptation par l'Université de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission du mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

Le mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Université, cette reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai de six mois à compter du dernier décompte général et définitif des co-contractants, et ce indépendamment des redditions de comptes partielles et annuelles prévues à l'article 21.

L'Université notifiera son acceptation de cette reddition des comptes.

18-2.2 - Décompte général des honoraires du mandataire

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par l'Université le mandataire présentera son projet de décompte final de ses honoraires à l'Université.

Celle-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 19 - ACTIONS EN JUSTICE

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître d'ouvrage jusqu'à l'acceptation de l'achèvement de fin de mission, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord du maître d'ouvrage.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

ARTICLE 20 - SUIVI TECHNIQUE PAR L'UNIVERSITE

L'Université sera tenue étroitement informée par le mandataire du déroulement de sa mission. A ce titre, le mandataire lui communiquera l'ensemble des comptes-rendus de chantier qu'il aura reçus.

Les représentants de l'Université pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au mandataire et non directement aux intervenants quels qu'ils soient, sauf en cas de défaillance du mandataire.

Le mandataire devra solliciter l'Université pour émettre des avis sur la qualité et la pertinence des produits mis en œuvre (de manière ciblée) via échantillons, fiches produits, visites in situ, etc. L'absence de réponse de l'Université sous un délai de deux semaines, vaudra accord tacite, sous réserve du respect du programme de l'opération et de son enveloppe financière.

L'Université aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses du contrat de mandat sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

ARTICLE 21 - SUIVI COMPTABLE ET FINANCIER PAR L'UNIVERSITE ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES

Le mandataire accompagnera toute demande de paiement en application de l'article 15 des pièces justificatives correspondant aux dépenses engagées d'ordre et pour compte de l'Université mandante.

En outre, pour permettre à l'Université mandante d'exercer son droit de contrôle comptable, le mandataire doit :

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte de l'Université dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser trois fois par an minimum (février/juin/septembre), dont notamment lors des demandes d'avance, un compte-rendu financier (disponible en version non modifiable datée et version modifiable type Excel) comportant notamment, en annexe :
 - . un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses (et en recettes le cas échéant), et d'autre part, l'estimation des dépenses (et, le cas échéant, des recettes) restant à réaliser ;
 - . un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses (et des recettes éventuelles) ;

- un budget prévisionnel actualisé ainsi qu'un prévisionnel des avances année par année jusqu'à fin de la mission.
 - le détail des parts de provisions pour aléas consommés et provisions restantes ;
 - le montant des révisions consommées et l'estimation détaillée des révisions prévisionnelles ;
 - le montant des actualisations consommées et l'estimation détaillée des actualisations prévisionnelles ;
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle qui n'aurait pas déjà fait l'objet de l'application de l'article 4 ci-dessus, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions ;
 - adresser au fur et à mesure du déroulement de l'opération, et au moins une fois par an avant le 15 Janvier de l'exercice suivant, à l'Université, une reddition des comptes. Cette dernière récapitulera l'ensemble des dépenses acquittées pour le compte de l'Université au cours de l'exercice passé, en spécifiant celles qui ont supporté la TVA qui sera isolée, ainsi qu'éventuellement, les recettes encaissées pour son compte. Les copies des factures portant la mention de leur date de règlement seront jointes à l'appui de cette reddition de comptes ;
 - remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses et, le cas échéant, des recettes, à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 22 - ARRET DES PRESTATIONS ET RESILIATION

22.1 - Arrêt des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, les prestations étant scindées en diverses missions assorties d'un montant, l'Université peut décider, au terme de chacune de ces missions, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

22.2 - Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

22.2.1- Résiliation sans faute

L'Université devra régler au mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés pour le compte de l'Université et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Elle devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée des dits contrats. Ces indemnités calculées par le mandataire et soumises à l'approbation du maître d'ouvrage.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

22.2.2- Résiliation pour faute

Au cas où le cumul des pénalités excéderait 15% du montant de la rémunération hors TVA, le contrat pourra être résilié aux torts exclusifs du mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du mandant envers le mandataire.

En cas de carence ou de faute caractérisée du mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de quinze jours, le contrat de mandat pourra être résilié. L'Université pourra demander le dédommagement du préjudice subi au mandataire.

22.2.3- Autres cas de résiliation

En cas de non-respect, par le titulaire, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-4 et 5 ou D 8222-7 du code du travail ou en l'absence de transmission des attestations d'assurance en cours de validité et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 8 jours à

compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements, fournis par le titulaire, mentionnés aux articles R 2143-6 au R 2143-10 du code de la commande publique et à l'article D 8254-2 à 5 du code du travail, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résilié sans mise en demeure aux torts du titulaire.

22.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 23 - PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute du mandataire visés à l'article 22.2.2, le mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées aux articles 4 et 8.

En cas de manquement du mandataire aux obligations énumérées ci-dessous, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

1°) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 21 par rapport aux délais fixés à ce même article : 200 euros par jour de retard ;

2°) En cas de retard dans la reddition définitive des comptes de l'opération prévue à l'article 18-2.1 : 100 euros par jour de retard ;

3°) En cas de retard de paiement, par la faute du mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte de l'Université, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du mandataire à titre de pénalités.

4°) En cas de manquement ou de retard dans la réalisation d'un élément de mission tel que défini dans l'annexe 1 au CCP : 200 euros par jour de retard ou par fait non conforme aux attentes définies dans le présent contrat.

5°) Plus généralement, en cas de manquement ou de retard dans la réalisation d'un élément de mission tel que défini dans son offre : 200 euros par jour de retard ou par fait non conforme

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 24- DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 25 – CLAUSE DE REEXAMEN

En l'absence de litige, la mission 9 sera supprimée du montant global et forfaitaire ; la suppression de cette mission fera l'objet d'un avenant dans le cadre de cette clause de réexamen.

ARTICLE 26 - LITIGES

Tous les litiges seront de la compétence du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 27 - DEROGATIONS

L'article 23 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG-Prestations intellectuelles

L'article 24 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG- Prestations intellectuelles

ANNEXES

Annexe 1 - Liste des tâches du mandataire

Annexe 2 - Faisabilité de l'opération du lot 1 et schéma directeur du lot 2

Annexe 3 - Note de cadrage commune aux 2 lots